Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Referendum-2005-Les-lecons-d-un

Référendum 2005 : Les leçons d'un scrutin par Danielle Bleitrach

- Idées -

Date de mise en ligne : jeudi 28 mai 2015

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

un ami a retrouvé un de mes vieux textes... Il y a effectivement bien longtemps que je tente de vous alerter... C'est ce qui m'a valu la « mauvaise réputation »... et d'abord de ceux qui auraient du être les miens et qui se sont laissé gruger... il y a de bonnes chances qu'ils continuent...

30 mai 2005

Comme prévu, le peuple français vient de flanquer une claque gigantesque mais à qui ? D'abord à ceux qui n'ont cessé de faire pression sur son jugement en le menaçant de la catastrophe, en le menaçant également du mépris des autres peuples européens et l'accusant de ne pas avoir compris de quoi il était question.

Ils ont compris et ils n' en veulent pas ...

Déjà en 95, Juppé disait « Vous n'avez pas compris, on va vous expliquer ! »
Ce à quoi Bourdieu répondait « Les Français ont parfaitement compris ils n'en veulent pas ».

Vous êtes leur a-t-on répété une coalition hétéroclite, en admettant de ce fait que les deux partis majoritaires, le PS et la droite, ne présentaient aucune alternative crédible. Que nous avions depuis plus de vingt ans affaire à deux marchands de saucisse, l'un disait je met de la moutarde, l'autre disait je met du ketchup, mais ils vendent la même saucisse. Le peuple français a dit l'alternance entre ces deux partis ne change rien.

Autre caractéristique de la période, alors que les problèmes sont nationaux mais aussi internationaux, les politiques tentent d'isoler les peuples dans des espaces concurrentiels. La nation est niée et l'Europe est simplement un espace de participation du pillage du sud intégrée, vassalisé aux États-Unis. Il n'y aura de réponse aux interrogations, au refus des peuples que dans une recomposition de l'ensemble en fonction du progrès social, de la paix et des coopérations. A cela on nous répond en terme de choc des civilisations, à travers la grande peur de la Chine et des pays sous développés. Il faut en finir avec cette vision paranoïaque de la
planète, de l'Europe et de la France.

Ainsi on nous a dit, les autres peuples ont ratifié la Constitution, vous êtes isolés. Oui, les assemblées représentatives comme le Bundestag en Allemagne ont voté à 90% pour la Constitution. Mais L'Assemblée Nationale française avait voté à 92% pour la transformation de notre Constitution en vue de l'adapter au Traité. Si elle avait du ratifier le dit traité, elle l'aurait fait dans les mêmes proportions. Autre conclusion l'Assemblée nationale ne le représente pas plus le peuple français que le Bundestag ne représente le peuple Allemand.

Le fond en est la politique centré sur le profit, la concurrence débouchant à terme sur le pillage, les aventures guerrières, et sur une crise économique pour les peuples européens. Plus les entreprises se développent à l'étranger, moins elles ont besoin de soutenir la consommation en payant bien les salariés dans leur pays d'origine. Certains économistes, face à la baisse des salaires en particulier les moins qualifiés dans les pays du nord, affirment que les salaires ne peuvent baisser indéfiniment même sous la pression du chômage, » Si l'on veut traire la vache, il faut la nourrir
« , la vache étant le consommateur salarié, mais selon d'autres économistes, il suffit comme les entreprises allemandes de favoriser la croissance à l'extérieur pour être moins vulnérables aux aléas de la consommation

intérieure. Ainsi l'Allemagne a ravi aux États-Unis la palme du premier exportateur mondial en 2004. Certes l'économie allemande s'est contractée de 0,2%, les salaires corrigés de l'inflation ont baissé de 1,5 % l'an dernier et le chômage touche un nombre record : 5,2 millions au total mais des entreprises comme Siemens, la Deutsch Bank, ont des liquidités en masse
croissantes, leurs actionnaires touchent des dividendes de plus en plus coquets. Elles ont misé sur l'étranger.

Aucun peuple ne peut approuver cette situation. Oui ils ont compris que la politique appliquée au niveau national est la même que celle impulsée par l'Union européenne et que tous les peuples quand on leur demande réellement leur avis, quand le débat a lieu sur le fond comme en France la refusent.Ce refus est un refus de classe : les ouvriers, les employés, mais plus largement ceux qui ne bénéficient pas de cette mondialisation, ne sont pas en état d'imposer dans le marché du travail la défense de leur pouvoir d'achat. Ainsi d'un côté ceux qui ont bénéficié de la période et ceux
infiniment plus nombreux qui voient leurs conditions se dégrader (par exemple les enseignants et la plupart des gens des services publics).

C'est pourquoi cette élection référendaire est à la fois un grand espoir et une crise majeure de la démocratie face à laquelle il est urgent de construire une véritable alternative politique.

Crise de la démocratie :

Au delà de la joie du sursaut du peuple français, il faut bien mesurer les dangers de la période. Nous sommes en pleine crise de la démocratie occidentale qui fait que dans le sillage des véritables décideurs, les multinationales, les autorités supranationales qui leur sont intégrées, les « élites » politico-médiatiques ne représentent plus les peuples, une véritable rupture est intervenue. C'est un espoir mais aussi un danger.

Les décideurs politiques contournent systématiquement l'électorat et même les assemblées élues qui sont censées le représenter. La décision est prise et nul n'a le pouvoir en fait d'y revenir, n'en a le moyen, l'opinion publique se trouve devant le fait accompli. Le traité constitutionnel était en quelque sorte la caricature de cette situation d'irreversibilité.

L'homme politique dans le même temps vit en permanence sous l'influence des sondages, d'une presse qui prétend représenter la dite opinion publique mais qui témoigne d'un mépris cynique à son encontre. En fait cette presse pratique à l'égard du peuple,d'une manière consciente ou inconsciente, la même stratégie d'évitement que les politiciens, en faisant porter le débat sur une caricature des enjeux, les personnalise à outrance, entretient l'émotion pour mieux évacuer les questions de solidarité collectives. La « représentativité politique » traditionnelle, celle des assemblées élues et celle des gouvernants est prise dans une apparente dictature de l'opinion qui veut qu'aucun homme politique ne puisse déplaire en énonçant des vérités et dans le même temps se conforme à une ligne décidée ailleurs parfaitement impopulaire. Cette politique directrice est favorable à l'orthodoxie du marché, à l'entreprise privée et au libre échange, si pendant une vingtaine d'années elle a pu paraître marquée du sceau d'une rationalité technique incontournable, elle se heurte de plus en plus à ses conséquences pour non seulement la majorité de la planète mais pour les populations occidentales qui sont censées en bénéficier par rapport au Sud.

Résultat on tend en France, en Allemagne, vers une structure de la consommation propre aux pays du Tiers Monde avec un dualisme marqué de la consommation, une partie de la population jouit du luxe, maisons, grosses voitures, tourisme, bons restaurants... L'autre partie s'enfonce dans la précarité... Et sert la première... Pour le moment la grande différence réside encore dans la taille de la population susceptible de se sentir protégée à la fois de la concurrence et du coût de la vie, donc de

Copyright © Le Vénissian

bénéficier de fait de la précarité accrue des autres. Mais déjà les salariés diplômés de la fonction publique vivent des phénomènes que d'autres diplômés ne connaissent pas. La rupture entre Paris et la province, entre les élites politiques, médiatiques, a aussi cette dimension de l'écart croissant entre ceux qui bénéficient de la mondialisation concurrentielle et ceux qui en sont les victimes. L'atlantisme des uns et la protestation censurée des autres a aussi cette dimension, cette base matérielles. Pauvre bertrand Delannoe qui est venu hier soir nous expliquer que Paris intra-muros avait voté OUI : il n'a pas compris que ce Paris intra-muros était celui des bourgeois et que le PS qu'il représentait, comme la « gauche » médiatique n'avait plus rien à voir avec le peuple accablé et traité avec mépris.

Le consensus politique est miné par cette crise de la représentativité politique, par l'absence de confiance en la capacité d'un quelconque pouvoir politique de vraiment influer sur les problèmes rencontrés par les couches populaires . La corruption des hommes politiques est souvent amplifiée, parce qu'elle est plus structurelle qu'individuelle. Le fond en est « l'irresponsabilité » des élites. Les gouvernés ont conscience d'être tenus dans le mépris. « Ils se noient dans la vase de la vie vulgaire, d'où ils remontent incessamment à la surface comme font les grenouilles » [1]

Cette vision de la pensée despotique est assez proche de celle qui paraît dominer les élites politico-médiatique, une ignorance totale de la masse indistincte, de ses problèmes, de sa vie et la remontée à la surface le temps d'une élection de ce peuple que l'on nie le reste du temps. Et sitôt oublié après l'élection. Hier soir à la télé, on avait le sentiment que certains dirigeants politiques étaient incapables de tirer la leçon du séisme, ils n'attendaient que de voir disparaître les grenouilles pour mieux retourner à leurs délices politiciens, à leurs réglements de compte : l'intervention de Sarkozy contre Chirac et celle stupide de Hollande, en étaient l'illustration.

Mais cela ne suffit pas :

La crise du politique ne débouche pas naturellement sur une conscience de l'intérêt général, qu'il soit celui d'un changement de politique à imposer à des décideurs réels qui sont hors de portée ou celui des nécessaires solidarités entre exploités. Partis, syndicats, associations mêmes ont été démantelés, la bête sauvage, la société civile déchirée par des intérêts corporatistes selon le mot d'Hegel, est certes en état de rupture avec les élites, mais ne paraît pas encore en état de produire de nouvelles
directions. Nous ne sommes pas si éloignés de la situation argentine, où on a vu du jour au lendemain la société la plus développée du continent sud américain glisser dans le sous développement et un peuple exaspéré crier « Qu'il s'en aillent tous ».

La grande question aujourd'hui est de savoir si un tel mouvement populaire trouvera une expression politique digne de lui. La gauche s'est rassemblée à travers le NON, a amorcé un début de recomposition. Les communistes, au premier chef le PCF mais aussi la LCR, après quelques errances ont su être un début de facteur de rassemblement. Mais nous sommes encore loin d'avoir à notre disposition la force politique qui correspondrait à la force du refus français.

L'enjeu est donc désormais dans la construction d'une telle force. Cela devrait se jouer non pas à travers des cartels d'organisation, mais en approfondissant le débat sur quelques grandes questions qui doivent être posées dans leur dimension de classe, dans la défense de la paix, de l'environnement, donc dans la défense de l'humanité.

Est-ce que la construction d'une autre Europe qui correspondrait à ces enjeux est la meilleure manière d'apporter des solutions, des perspectives ? Si on ne peut négliger cette question de l'espace européen, je crains qu'un enfermement dans cet objectif dans l'état de faiblesse politique dans lequel nous sommes nous interdise de comprendre :

Copyright © Le Vénissian

a) que le lieu privilégié des résistances est la nation. Non pas une nation chauvine fermée sur elle-même mais une nation ouverte sur des coopérations vers le progrès social, sur des protections, des solidarités et sur la rencontre avec les autres peuples.

b) le sort des peuples européens ne se joue déjà plus en Europe mais dans un internationalisme, une mondialisation et c'est elle à laquelle nous sommes confrontés. Suivant comment on prend la question d'une autre construction européenne, on ne voit pas ce qui est la grande nouveauté de la période, la montée des résistances des peuples du sud dans lequelles nous devons prendre toute notre place parce que **le temps du compromis colonial, à travers lequel la classe ouvrière européenne pouvait bénéficier du pillage, est révolu.**

Danielle Bleitrach, sociologue.

Copyright © Le Vénissian